



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat des Français

Question au Gouvernement n° 1348

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

M. le président. La parole est à Mme Emmanuelle Anthoine, pour le groupe Les Républicains.

Mme Emmanuelle Anthoine. Monsieur le Premier ministre, je suis ravie de prendre la parole à ce moment précis, historique, de l'année.

Votre ministre de l'action et des comptes publics fait des pieds et des mains pour persuader les Français que leur pouvoir d'achat augmente. Mais qui le croit encore ? Les trois quarts de nos compatriotes ont le sentiment que leur pouvoir d'achat a baissé cette année et vous, vous voulez leur faire croire qu'ils n'ont rien compris ? La vérité, c'est que les Français sont à bout et que leur pouvoir d'achat est au plus bas. Ils ont subi et vont subir la baisse de l'aide personnalisée au logement – APL –, la hausse de la contribution sociale généralisée – CSG –, la désindexation des pensions de retraite et des allocations familiales, une hausse de la taxe d'habitation alors qu'elle devait baisser et, désormais, une augmentation dramatique du prix des carburants.

Le compte n'y est donc pas pour nos concitoyens, surtout à la fin du mois. Les études s'accumulent pour montrer que les classes moyennes et populaires ont perdu en pouvoir d'achat du fait de la politique fiscale menée par le Gouvernement. Tout cela parce que vous avez décidé de stigmatiser toute une catégorie de Français : tous les laissés pour compte de votre politique, ceux qui, pour vous, ne sont pas assez modernes, pas assez urbains, pas assez mondialisés, pas assez écolos et que le porte-parole du Gouvernement a insultés – au point de faire honte à François Bayrou !

On explique aux Français que l'on taxe les carburants pour récompenser le travail, mais les retraités qui ont travaillé toute leur vie jusqu'à quarante heures par semaine voient leur pension réduite à la portion congrue,... (Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – M. Bruno Bilde applaudit également.)

M. Pierre Cordier. Eh oui !

Mme Emmanuelle Anthoine. ...rongée par la hausse de la CSG, l'inflation et l'augmentation à venir des cotisations aux mutuelles.

Les actifs, eux, ont certes une vingtaine d'euros de cotisation en moins à payer, mais tellement plus à la pompe pour pouvoir chaque jour se rendre à leur travail. Car quand vous taxez les carburants, vous taxez en réalité le travail (Approbation sur les bancs du groupe LR), celui de tous ceux qui doivent aller travailler en voiture.

Enfin, avec la hausse de 30 % du prix du fioul et la hausse de 20 % de celui du gaz, certains de nos compatriotes ne vont même plus pouvoir se chauffer correctement.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous changer de logiciel et... *(Le micro de Mme Emmanuelle Anthoine est coupé. – Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Fabien Di Filippo. De Rugy est fatigué...

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Madame la députée, je suis au regret de vous dire que votre question aurait pu être posée la semaine dernière, que je vous aurais fait la même réponse et que vous ne m'auriez pas forcément cru. Vous avez choisi de la poser aujourd'hui ; eh bien, je vais vous répondre par des faits très simples.

M. Pierre Vatin. Toujours la même rengaine !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Cette semaine, vous savez, puisque vous interrogez les administrés, les électeurs de votre circonscription, dans la Drôme,...

M. Pierre Cordier. Elle ne les a pas trompés, elle au moins, ses électeurs !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...vous savez, disais-je, que les salariés ont bénéficié de la baisse des cotisations salariales qui s'est traduite par une augmentation de leur salaire net et, surtout, par une hausse de 500 millions d'euros pour les ménages. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)* Cette semaine, vous savez que plus de 80 % des ménages de votre circonscription, tout comme l'ensemble des ménages français, ont bénéficié de la baisse de 30 % de leur taxe d'habitation,...

M. Christian Jacob. Et la CSG, elle a augmenté de combien ?

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...soit un gain moyen de presque 100 euros. Vous savez également que, cette semaine, les allocations pour les plus fragiles ont été augmentées – à hauteur de 40 euros par mois, le Premier ministre vient de le rappeler, pour l'AAH, l'allocation aux adultes handicapés *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR)* –, de 35 euros par mois pour le minimum vieillesse,...

M. Pierre Cordier. Le compte n'y est pas, monsieur le secrétaire d'État !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...et que nous avons aussi augmenté la prime d'activité pour l'ensemble des actifs.

L'année prochaine, nous allons continuer en désocialisant les heures supplémentaires à compter du 1er septembre 2019 ; nous allons continuer avec une seconde tranche de la baisse de la taxe d'habitation au mois d'octobre 2019 ; et nous allons continuer...

M. Fabien Di Filippo. De voler les Français !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...d'augmenter les minima sociaux, qu'il s'agisse du minimum vieillesse, de la prime d'activité, ou encore de l'AAH.

Vous avez plus particulièrement interrogé le Gouvernement sur l'évolution des prix des carburants. Je ne doute pas, madame la députée, que vous avez écouté avec attention ce qu'a déclaré le Président de la République ce matin...

M. Aurélien Pradié. L'autruche !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*lorsqu'il a invité le Gouvernement à mieux accompagner ceux qui travaillent. Je ne doute pas non plus, madame la députée, que vous souscrivez à la proposition de certains membres de votre groupe d'établir un chèque énergie – j'en salue la cohérence : une telle disposition ne coûterait pas moins de 15 milliards d'euros que vous ne savez pas comment financer (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM*), à moins que vous ne vous en teniez à la solution que vous avez défendue pendant la campagne pour l'élection présidentielle, consistant à augmenter la taxe sur la valeur ajoutée de deux points pour tous les Français, seule manière selon vous de financer vos propositions démagogiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Emmanuelle Anthoine](#)

Circonscription : Drôme (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1348

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [7 novembre 2018](#)